

La Lettre du C.D.E.S.

BULLETIN DU RESEAU

LE COMBAT SYNDICALISTE

ISSN: 1240-0009 * CPPAP: 721171 *

SEPTEMBRE OCTOBRE 10 FRS NUMERO 30

PATRONNS: UNE OPERATION "MAINS PROPRES" S'IMPOSE



"IMPOSSIBLE,
ON NE PEUT PAS AVOIR
LES MAINS PROPRES
ET LES POCHEES PLEINES"

VINGRAU
UNE LUTTE
LE SPECTACLE VIVANT
& LE CAPITALISME
LA MATRAQUE
ET LE GOUPILLON

AVIS A LA POPULATION

MODE D'EMPLOI

• GROUPE CHOMEUR

Le Groupe Chômeur a repris ses activités. Depuis la rentrée, des "tables de presse - discussion" ont déjà eu lieu à la porte des A.N.P.E. de Toulouse. Tous les chômeurs, précaires, stagiaires, CES... intéressés peuvent nous retrouver le dimanche en fin de matinée aux puces (place St Sernin) ou le samedi de 17 à 19 h. au local de la C.N.T.

• APRES LE SOMPORT, LA RIOSETA

L'évacuation des gaz du tunnel du Somport est prévue par une cheminée qui débouchera dans le cirque de la Riojeta, sur le versant espagnol.

Pour éviter le massacre de ce site, diverses organisations, dont la C.N.T. d'Aragon, organisent une manifestation les 24 et 25 septembre. Pour plus de renseignements : "Comité organizador", tel 976-32 49 26 (la nuit seulement).

• SAMEDI 1er OCT., ALBI, FETE DU C.O.T.

Le Collectif des Objecteurs Tarnais organise le samedi 1er octobre sa 16ème fête antimilitariste à CANTEPAU (Albi). Stands à partir de 17 heures. A 18 h 30, contes par "Les compagnons de l'autant. Apéro-Folk et repas à 20 heures. A 22 h. Hedge Hogs (folk-rock irlandais) et Rosemary's Babies (rock espéranto).

- ATENEU DEL XINO

Si vous passez par Barcelone du 22 au 25 septembre, l'Ateneu del Xino vous invite à participer à sa fête alternative qui se déroulera autour de la Merce.

• BULLETIN SANTE SOCIAL EDUCATION

Le N° 39 du Bulletin du syndicat S.S.E.-CNT de Bordeaux est consacré au SIDA. Le prochain portera sur le "Nouveau contrat pour l'école. Pour vous procurer ce bulletin : CNT, SSE, 27 rue Louis de Foix, 33000 Bordeaux.

• BROCHURES DU C.D.E.S.

• **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Bordeaux.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son **C.D.E.S.** (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste" ce bulletin.

• Les **Jeunes libertaires** se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• NOTRE ADRESSE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• POUR NOUS CONTACTER : N'hésitez pas

- à passer aux permanences :

C.N.T., C.D.E.S., le samedi de 17 à 19 heures,
Jeunes libertaires, le samedi de 17 à 19 heures,

- à nous téléphoner : **61 52 86 48** (répondeur)

- à participer à nos diverses activités.

• **POUR VOUS ABONNER, POUR ACHETER NOS BROCHURES :** Utilisez le C.C.P. : **C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.**

• **TARIF DE L'ABONNEMENT A "LA LETTRE DU C.D.E.S.-Combat Syndicaliste" :**

Un an ; abonnement normal : **50 francs,**

Un an ; abonnement de soutien : **100 francs et plus.**

• "Marx et l'Anarchisme", de Rudolf **ROCKER**, 15 Francs.

• "Anarchisme & anarcho-syndicalisme", de Pierre **BESNARD**, 5 francs.

• "T'as pas 100 balles ?", 10 francs.

• "De la première internationale à l'A.I.T.", 15 francs.

• "Suède : la SAC et le réformisme libertaire", 10 francs.

Port compris. Réduction pour les commandes groupées : 20 % à partir de 10 brochures, 40 % à partir de 20.

• LIBRE ASSOCIATION

"La Libre Association" organise régulièrement des concerts à Toulouse (le prochain : 26 sept à 20 heures, avec Inkisicao, Escape, Bad Taste, salle FMR, 9 bis av. Fr. Estèbe) avec tables de presse.... Pour en savoir plus : La Libre association, BP 22, 32201 GIMONT Cédex.

ROSE SANJUAN

C'est avec beaucoup d'émotion que nous avons appris le décès de Rose Sanjuan, de Fumel, à la suite d'une pénible maladie. Tous ceux qui l'ont connue garderont d'elle l'image d'une femme de coeur, d'une grande discrétion mais aussi de beaucoup de courage et de conviction. L'enterrement a eu lieu le jour symbolique du 19 juillet dernier.

Que ces quelques lignes témoignent auprès de son Compagnon Mariano et toute sa famille de notre profonde affection et de notre grande peine.

Toute la rédaction



La rentrée scolaire qui vient de s'achever aura été marquée dans notre région par son lot de classes rurales fermées et de classes surchargées en ville.

Mais, sous couvert de "Nouveau contrat pour l'école" et de modernisation, ce qui frappe le plus, c'est le retour insidieux d'une idéologie basée sur la répression et le catholicisme.

Première constatation : le lent mouvement de fermeture de classes rurales se poursuit inexorablement. Les pouvoirs publics tiennent sans gêne un double langage. D'un côté, ils parlent d'aménagement du territoire, de lutte contre l'exode, de l'autre, ils ferment tous les services publics dans les campagnes. Seule justification avancée en ce qui concerne les écoles : les effectifs seraient "trop bas".

Pour que cet argument soit recevable, il faudrait que, quand les effectifs sont "trop haut", on ouvre des classes. Or, il n'en est rien : On compte encore en primaire des classes de plus de 30 élèves, et de 37-38 dans le secondaire. Plus encore, aux portes des maternelles, spécialement dans les communes du grand Toulouse, des centaines d'enfants de deux-trois ans attendent que Monsieur Bayrou veuille bien leur faire ouvrir les portes de l'enseignement public.

Mais Monsieur Bayrou ne se presse pas. Il est vrai qu'il y a de la place chez les amis du ministre : les écoles religieuses de la région sont loin d'être pleines. Et, quand par hasard elles le sont, elles ne rencontrent aucune difficulté pour ouvrir une classe de plus.

Refuser d'ouvrir les classes nécessaires dans le public, c'est la nouvelle façon de "rabattre la clientèle" vers les écoles religieuses.

Mais, la tentative de prise de pouvoir de l'église dans l'éducation va beaucoup plus loin. Elle ne se satisfait pas d'avoir des privilèges pour ses propres écoles. Elle veut mettre la main sur l'enseignement public. La délaïcisation est en marche. Ainsi, le ministère organise un stage sur le SIDA dans lequel le principal intervenant est ... un théologien. Ainsi, les 1 400 stagiaires de l'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres) de Toulouse ont du se farcir, lors de leur réunion de rentrée, le discours d'un des patrons de l'enseignement privé de Midi-Pyrénées. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres. En prônant l'enseignement de "l'histoire des religions", "du fait religieux", ce qu'on tend à réintroduire, c'est le catéchisme.

L'interdiction du port du "foulard" n'est qu'un



A l'école, ni soutane, ni tachador, ni matraque!

A
M
A
T
R
A
Q
U
E
&
E
G
O
U
P
I
L
L
E
N
O
L



exemple de plus. Prise au nom de la laïcité, cette interdiction vise surtout à faire disparaître des écoles un concurrent dangereux pour l'église catholique. A preuve : l'interdiction du foulard ne s'est pas accompagnée, comme le voudrait la logique, de l'interdiction de la "soutane". Il y a toujours, attaché à chaque collège ou lycée un aumônier catholique. Pour lui, aucune véritable interdiction quoiqu'on en dise. Il peut continuer, dans les locaux scolaires, son prosélytisme en toute impunité. Il est vrai qu'il propage la seule vraie religion, celle du ministre!

Nous anarcho-syndicalistes, pensons au contraire qu'aucune religion ne doit être favorisée. Chaque individu a le droit de croire en ce qu'il veut : Dieu, Père Noël ou Martiens. Nous souhaitons seulement que chacun puisse parvenir à un développement personnel qui lui permette de dépasser les grands mythes de l'humanité. Mais quand une croyance irrationnelle se déclare la seule vraie et la seule bonne, quelle s'organise, se structure pour imposer ses vues à la société, il y a danger pour la liberté.

Elle doit alors être fermement rejetée dans le lieu d'où elle n'aurait jamais dû sortir : le domaine privé. Tachadors et soutanes n'ont rien à faire dans les services publics.

Quant à l'autre aspect de l'idéologie du pouvoir actuellement en place, il trouve son meilleur symbole dans la matraque. Jamais la police n'a été aussi présente dans les établissements scolaires. Tout est bon pour ficher les élèves (et le personnel).

A Toulouse, une "Université d'été", organisée par la police pour les enseignants, a cherché à élargir le chemin d'une saine collaboration entre proviseurs et commissaires. Sous prétexte de lutte contre la "drogue", mais aussi de "conduites déviantes" (c'est quoi, une "déviance" pour un flic ?), c'est en fait l'éloge de la délation qui a constitué la substantifique moelle d'un ragout idéologique à l'arrière goût pétainiste.

-oO-

suite au verso

LA DÉPÊCHE

du dimanche

GRAND TOULOUSE - 46^e année - N° 16.786 - Dimanche 11 septembre 1994 - 670 F - Esp. 200 (pas de TVA) - G 33100

Le Premier chinois à Toulouse

Les chiens sont de sortie !

Tapis rouge et interdiction de manifester. D'importants enjeux commerciaux étant en jeu, la venue du Président Chinois à Toulouse ne pouvait supporter la moindre bavure. Une fois de plus, la France a mis les fameux "Droits de l'Homme" au fond de sa poche, avec son drapeau tricolore par dessus, oubliant les étudiants de la place Tien An Men, les tibétains et tous ceux qui subissent une des dernières dictatures marxistes du monde.

La Démocratie allait-elle pour autant rester muette ? C'était compter sans son journal, l'indomptable *Dépêche du Midi*. Qu'on ne s'y trompe pas : si La Dépêche a publié toute une page de publicité à la gloire du bien aimé Président, si la flagornerie a dégouliné de ses colonnes, s'était pour tromper les sbires de Pasqua, afin de pouvoir infliger au président chinois un terrible camouflet. Sous prétexte d'ouverture de la chasse (comme si un grand journal pouvait consacrer sa "une" à un sujet aussi futile!) elle a courageusement assorti l'annonce de l'arrivée du Président de ce titre vengeur : "**LES CHIENS SONT DE SORTIE**". On ne saurait en effet si bien dire. Surtout quand on sait que les attaques perfides, allusives, sont une des techniques préférés de la dialectique chinoise et que, là bas comme ici, traiter quelqu'un de "chien" n'est pas particulièrement flatteur.

Bravo donc aux services sinologiques de *La Dépêche* qui ont su imprimer tout haut ce que tous les démocrates pensent tout bas.
Lao Tsoin Tsoin

4

RENTREE SCOLAIRE



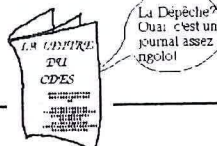
LA MATRAQUE... Suite & fin

Voici quelques mois, un imposant sursaut laïque avait réussi à stopper momentanément la politique liberticide de Bayrou. Il faut poursuivre et amplifier ce mouvement.

Sous peine d'étouffement complet, enseignants, parents et élèves doivent tout faire pour:

- Exiger que les moyens nécessaires soient donnés prioritairement à l'école laïque: ouverture de classes en ville, maintien des classes à la campagne, titularisation des 61 000 C.E.S. employés par le ministère ainsi que des milliers de Maîtres auxiliaires, - Transformer l'école en un lieu d'épanouissement personnel, d'apprentissage de la culture et de la liberté.

- Imposer le retrait immédiat de toute forme de prosélytisme religieux, refuser toute délation. A l'école, ni soufane, ni tchador, ni matraque.



Marcel

LE SPECTACLE VIVANT ET LE CAPITALISME

L'idéologie et l'économie

Depuis 1989, année de la "chute du mur de Berlin", les media se sont appliqués à bien nous faire comprendre que les idéologies appartenaient au passé, et devaient y rester. Ainsi, nous avons essayé de comprendre que:

— sur le plan social, tout sentiment, toute nécessité qui pourraient nous rattacher au mouvement ouvrier, tout ce qui pourrait nous motiver à nous rassembler dans une organisation de lutte de classes, ne serait que passésisme de notre part. Le mouvement ouvrier organisé, avec ses nécessités économiques et sociales, ses revendications, ses projets de société, avec ses luttes et ses moyens de les mener, appartiendrait donc au passé ... L'Histoire se serait figée en 1989 (environ).

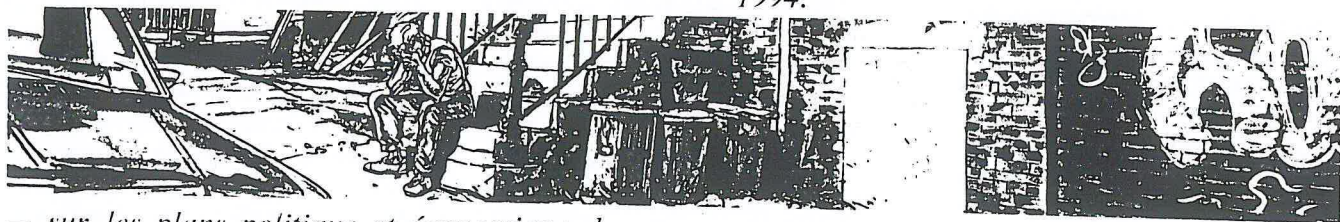
— sur les plans politique et économique, le citoyen aurait définitivement remplacé le producteur ; le fonctionnement économique actuel n'aurait aucun rapport avec l'Idée, et serait peut-être d'"ordre naturel", donc immanent. Affirmer que le capitalisme, et ce qui le motive (le profit privé, étatique ou national), sont indissociables d'une idéologie fondée sur la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme, ne serait qu'erreur d'analyse, voire mauvaise foi, de notre part.

— sur le plan culturel, l'Idée serait morte, et ce ne sont pas les bavardages mondains et télévisuels des auto-proclamés intellectuels français qui pourraient nous prouver le contraire, c'est sûr. A cause de ce décès officiel, il serait indécent, ridicule même, de vivre et d'agir dans l'idée d'une autre société qui, une fois abolie tout système d'exploitation et de soumission, verrait les hommes libres et égaux entre eux tous.

L'intermittence et la flexibilité

Pour accompagner une telle propagande, les media usent, d'un vocabulaire dit spécifique: flux tendu, flexibilité etc...

Le spectacle vivant, secteur qui regroupe de nombreuses et diverses catégories de métier artistiques et techniques, est peu coutumier d'un tel vocabulaire, mais est, par contre, familier des pratiques qu'il nomme. Les métiers du spectacle vivant sont des métiers souvent exercés de façon intermittente: les préparations et les représentations d'un spectacle étant elles-mêmes limitées dans le temps. Pour pallier les interruptions répétées de travail dans l'année, les travailleurs intermittents du spectacle bénéficient d'un système d'indemnisation ASSEDIC qui tient compte de l'irrégularité des périodes travaillées (un contrat à durée déterminée (CDD) peut couvrir une seule journée, comme il peut être de x mois successifs). Ce système a été remis en cause et modifié plusieurs fois depuis sa création. L'année dernière, l'UNEDIC a proposé de nouvelles modifications qui rendraient plus difficiles les conditions d'ouverture de droits. En attendant que soit achevée l'étude du rapport Devaux, remis aux ministères de la Culture et de l'Emploi en mars 94, les modalités actuelles d'indemnisation sont maintenues jusqu'à la fin du mois de septembre 1994.



Si la couverture sociale dont les travailleurs intermittents du spectacle bénéficient a pu paraître réaliste, elle a cependant subi des évolutions qui conduisent aujourd'hui à la précarité de ces emplois. Tout d'abord, de plus en plus de structures-employeurs (théâtres nationaux, par exemple), ont engagé de plus en plus souvent des vacataires, en place de permanents : l'employeur économisant ainsi des salaires lors des périodes d'activité ralentie. Puis, des petites et moyennes compagnies, ont déclaré des salariés permanents comme salariés intermittents (avec leur accord): l'employeur pouvant ainsi, pour compenser l'insuffisance des subventions qu'il reçoit, garder une équipe de travail "fidèle" à moindre frais. Les salariés se sont satisfaits de cet arrangement, dans la mesure où ils percevaient (et perçoivent) en place des journées non déclarées des journées indemnisées par le chômage. Et c'est ainsi qu'il est devenu d'usage général que le salaire versé à l'employé ne corresponde plus du tout à un salaire réel (rétribution des heures réellement travaillées), mais à une sorte de déclaration directement traduisible en un volume d'indemnisation ASSEDIC.



LE SPECTACLE VIVANT ET LE CAPITALISME

SUITE & FIN

Ce qui veut dire, en clair, que notre travail n'est plus salarié, voire que la notion de travail est devenue inexistante ; qu'il est de plus en plus rare que les répétitions soient payées ; qu'il est de plus en plus fréquent que les journées de voyage lors des tournées, ne soient plus rémunérées etc... Lorsque l'on sait que des répétitions peuvent durer plusieurs semaines, à raison de 40 heures par semaine, minimum, que des journées de travail, en particulier pour les techniciens, peuvent durer 15 à 16 heures, que des voyages peuvent durer plusieurs jours, temps pendant lequel le salarié ne peut être disponible à un autre emploi, nous nous trouvons dans ce paradoxe d'être finalement des chômeurs, de travailler plus que la loi ne l'autorise et d'être déclarés sans salaire réel.

Entre deux boulots, nous sommes à la disposition de tout employeur qui aurait besoin de nos services.

Les secteurs improductifs & la rentabilité

On pourrait penser que chacun (employeurs et employés) peut y trouver son compte, ce que nombre de salariés ont longtemps cru, mais au bout de ce compte le spectacle continue pour les employeurs seuls. A force de mois travaillés et déclarés seulement quelques jours, le quota d'heures nécessaires à l'ouverture des droits aux ASSEDIC n'est pas atteint. Le salarié travailleur intermittent du spectacle ne peut plus bénéficier de ce régime en place de celui qui réclame un salaire pour chaque



jour de travail, les employeurs préfèrent celui qui ne demandera rien ou un CES, ou un objecteur de conscience, car la logique de la rentabilité a fait son entrée au théâtre.

Le spectacle a toujours été considéré comme un secteur économique non rentable. Mais la pression financière exercée sur les compagnies par les subventionneurs, et la course de celles-ci pour l'obtention d'argent, les a conduit à réduire et les périodes d'emploi et les effectifs. Cependant comme les objectifs de production n'ont pas diminué, et qu'il faut donc toujours le même nombre de travailleurs et le même nombre d'heures de travail qu'auparavant, c'est la masse salariale qui a été diminuée, soit sous forme d'heures non déclarées (emplois d'artistes et de techniciens), soit sous forme d'augmentation des heures de travail (sans paiement d'heures supplémentaires), soit sous forme de cumul des fonctions en un seul emploi (emplois de techniciens), soit sous forme d'engagement d'un travailleur à CDD, dont l'employeur est exempt de charges (emplois de techniciens). Ces deux dernières pratiques sont de plus en plus courantes. Dans le dernier cas, ce sont donc des ouvriers qualifiés (CDD-intermittents) qui sont remplacés par de nouveaux travailleurs (CDD-CES) qui seraient en droit d'espérer une formation, tandis que leurs formateurs possibles

sont peu à peu écartés.

Quelques-unes de ces réflexions concernent également les travailleurs intermittents de l'audiovisuel.

Les chômeurs & les travailleurs

Que le régime d'indemnisation ASSEDIC se "durcisse" ou s'améliore cet automne, cela ne changera rien au fait que nous sommes des chômeurs avant tout, considérés comme tels et agissant comme tels, tant que nous accepterons de ne pas être rémunérés pour notre travail, tant que nous n'exigerons pas ensemble un véritable statut de travailleurs directement auprès de nos employeurs, tant que nous considérerons ces revendications comme spécifiques et sans lien avec l'évolution de la société dans laquelle nous vivons actuellement, sans lien avec la tendance hégémonique du capitalisme.

En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous ne pouvons dissocier cette lutte du projet révolutionnaire du Communisme Libertaire, et ne pouvons qu'inviter les chômeurs et travailleurs intermittents du spectacle que notre projet libertaire intéresse et que l'action syndicale vidée de son but révolutionnaire rebute, à contacter l'Union Locale CNT de leur ville.

Syndicat Interco Marseille
— secteur spectacles



Qui pourrait croire, en traversant le petit village de Vingrau, dans les Pyrénées Orientales, que la vie des habitants a radicalement changé depuis plus de 4 ans?

HISTOIRE

En 1989, la société OMYA, qui exploite déjà ces carrières dans les villages voisins (Tautavel, Espira) a décidé d'étendre son exploitation sur le territoire communal de Vingrau.

Contrairement aux autres villages qui ont accepté sans broncher cette exploitation, les vingraunais ont refusé d'emblée cette extension et se sont organisés en *Comité de défense*. Petit à petit, ils ont appris à lutter contre les nombreuses atteintes à la liberté et à la démocratie qu'OMYA n'a pas hésité à employer pour aboutir à son but: achat de terrains surévalués appartenant à des vingraunais proches du maire pro-carrières, altercations et agressions de militants du Comité de défense, lettres anonymes, pneus crevés la nuit... etc...

Pourquoi les habitants de Vingrau se sont-ils opposés aux carrières? Outre l'aspect écologique pur, la destruction d'un site naturel historiquement unique, ces carrières entraînent des nuisances évidentes. Non seulement la poussière blanche de carbonate de calcium se dépose sur toute la région, mais en plus du bruit des concasseurs, le passage des camions vient compléter le tableau. Cases de Pene, un autre village à quelques kilomètres de là en sait quelque chose: recouvert de poussière, à moitié à vendre à cause des passages des camions... peu de gens souhaitent y vivre. La promesse de création d'emplois pour les vingraunais n'a pas dupé les

membres du Comité de défense. En effet, combien de viticulteurs devront plier boutique si ces carrières détruisent le site viticole de Vingrau?

Le choix là aussi a été clair: plutôt développer une viticulture de qualité, gérer son travail et les produits qu'il donne (cave coopérative) que d'aller travailler dans des carrières avec tout ce que cela comporte (conditions de travail, poussière, surexploitation... et pour combien de temps?)

Devant ce refus de la majorité de la population, la société OMYA commence une campagne d'intimidation et de manoeuvres pour casser la cohésion de la population: menaces sur les membres du Comité de défense, chantage à l'emploi, pots de vin, lettres anonymes, intervention éclair et musclée du Comité d'entreprise d'OMYA qui est pour l'ouverture de la carrière, avion spécial affrété par OMYA pour montrer aux élus départementaux les carrières qu'elle exploite à Carrare (Italie), etc.

Ces différentes pressions ont abouti au retournement des élus (maire et cinq conseillers municipaux) qui ont alors voté la modification du P.O.S. (Plan d'Occupation des Sols) incluant les arrières...

Tous ces événements et trahisons ont abouti à la radicalisation des membres du Comité de défense qui sont depuis longtemps prêts à répondre au coup par coup aux différentes attaques d'OMYA ou des pro-carrieristes du village. Boycottant le système communal qui les a trahi en acceptant le P.O.S. incluant les carrières, ils ont appris à fonctionner en Assemblée générale où chacun a le droit de s'expliquer, où les décisions sont prises et où les représentants auprès des différents organismes ou administration sont clairement mandatés et rendent compte à l'A.G. suivante... Un fonctionnement bien connu à la C.N.T.

D'UNE

G

R

A

UTE



Depuis, le Comité de défense lutte donc non seulement contre OMYA mais aussi contre le maire, les conseillers municipaux pro-carrières et les instances politicardes du département (Association des maires, conseillers généraux, préfecture...)

L'information, le travail de recherche (écologique, gisement minéraux, viticulture) ont abouti à un soutien de la part d'organismes de grimpeurs (il y a un rocher d'escalade à Vingrau), d'organisations écologistes (Génération écologie et les Verts), ainsi que des organisations viticoles : C.A.V., coopératives et groupements viticoles. Régulièrement, le Comité de défense, par le biais d'associations créées depuis le début de la lutte, organise des colloques viticoles, des fêtes de l'escalade, des concerts. En bref, il assume dans pratiquement tous les secteurs la vie du village.

FONCTIONNEMENT DU COMITE DE DEFENSE

Le Comité de défense fonctionne en Assemblées générales hebdomadaires (ou mensuelles quand elles sont élargies) ce qui a fait taire les divergences politiques qui existaient avant la création de celui-ci et a mis en évidence la solidarité qui est née de cette lutte entre les membres du Comité. Certains habitants du village, retenus très tard dans la nuit à cause des réunions ou alors qu'ils étaient mandatés pour des actions à l'extérieur ont vu avec surprise leurs travaux dans les vignes menés à bien par d'autres membres du Comité. D'autres groupes se sont organisés pour préparer des repas collectifs. Un nouveau bistrot a été ouvert, le propriétaire du seul qui existait dans le village ayant pris position pour les carrières. Cette solidarité existe aussi lors

d'actions plus "dures" ce qui fait que toutes les initiatives du maire, de l'administration ou d'OMYA s'accompagnent souvent ... de cars de C.R.S. ou de policiers plus ou moins rassurés.

Méfiant face aux différentes organisations politiques, le Comité de défense veut continuer à maîtriser tous les aspects de la lutte. La présence de militants de l'Union locale C.N.T. de Perpignan s'est toujours déroulée dans le respect de cette optique de lutte. C'est pour cela que nous avons toujours informé le Comité de lutte de nos actions, information à l'intérieur de la C.N.T. et que l'affiche faite par l'Union locale a été votée et acceptée par le Comité de défense.

Cette clarté dans les relations C.N.T. / Comité de défense nous a permis d'affirmer notre soutien à ce fonctionnement autogestionnaire, d'apporter notre aide quand cela était nécessaire mais aussi de critiquer voire de nous désolidariser de certaines actions électorales que le Comité avait entrepris.

Aujourd'hui, face au refus des conseillers de siéger et à la fuite du maire, la commune est sous tutelle préfectorale et, de fait, gérée par les membres du Comité de défense. Afin de solutionner leur problème de carrières, ils pensent proposer une liste "Comité de défense" (révocable à tout moment) aux prochaines élections municipales. Pratiquement, ils pensent même ouvrir ce nouveau conseil municipal (s'il est élu) aux vingraunais pro-carrières, afin d'éviter une nouvelle cassure au sein de la population du village. Face à cette proposition, nous n'avons pu que montrer les dangers d'un

système auquel ils se heurtent actuellement. Même si le nouveau maire est issu du Comité de défense, nous ne pouvons soutenir une telle délégation de pouvoir. Pour les uns, c'est un but ; pour les autres, un moyen, ayant pris goût au fonctionnement en Assemblée générale, ils pensent que les décisions concernant le village doivent continuer à se prendre de cette manière. C'est dans ce sens que nous continuerons nos interventions et pratiques à Vingrau.

Dans l'immédiat, la troisième enquête publique vient de se terminer (2 août 94) et a mis une nouvelle fois en évidence le refus majoritaire de la population face à OMYA et ses carrières.

Il est néanmoins acquis que les commissaires enquêteurs, puis, dans deux ou trois mois la préfecture, donneront leur accord pour le commencement des travaux. Ce début de carrière risque de déclencher de la part des membres du Comité de défense une réaction spontanée et violente avec les conséquences que cela entraîne : affrontements, police... etc...

Il faudra donc être vigilants dans les mois à venir, et le soutien des militants de la C.N.T. ou des gens qui se sentent concernés par cette lutte sera primordial.

Tous les compagnons qui désirent rencontrer les habitants de Vingrau seront les bienvenus chez les compagnons de l'U.I. de Perpignan ou chez les habitants. De toutes manières, nous pensons organiser une fête de soutien après les vendanges.

C.N.T.

9 rue Duchalmeau
66000 Perpignan.



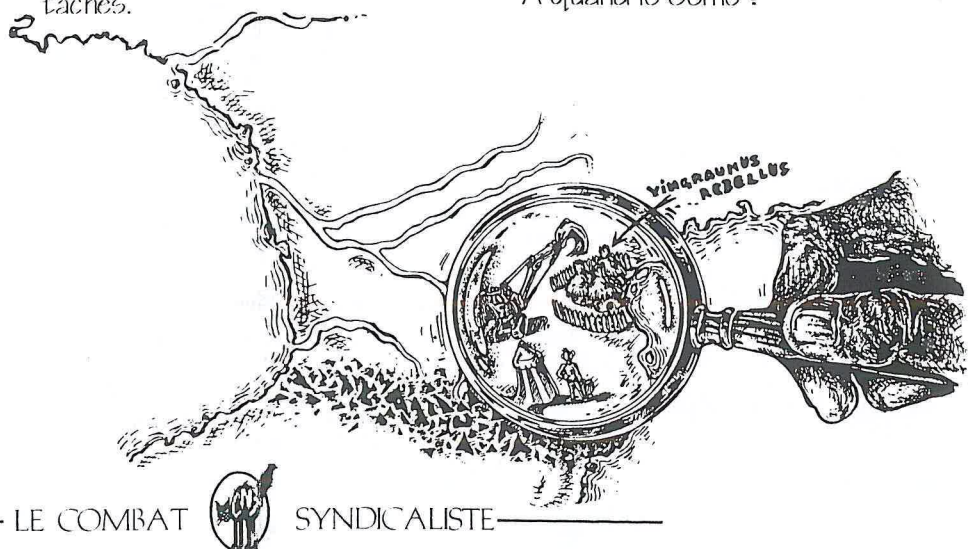
QUELQUES DATES

- 30 III 90 : Création du Comité de Défense.
- 26 IV 90 : OMYA retire son premier dossier de demande d'ouverture de carrières.
- 20 XI 90 : 2ème dossier et 2ème enquête d'utilité publique.
- 5 II 91 : Le maire publie une nouvelle fois le P.O.S. et le préfet le suspend une nouvelle fois 15 jours après.
- 22 IV 91 : Tournant dans la lutte à Vingrau : le maire et cinq conseillers votent au conseil municipal l'acceptation des carrières.
- 7 V 91 : Réunion publique du conseil municipal à 18 h 30. Cinq personnes seulement sont admises pour assister aux délibérations. Des gendarmes sont cachés à l'intérieur de la mairie (cars de gardes mobiles, soit 120 flics). Le vote a lieu à bulletin secret et 5 voix sont pour le P.O.S. C'est l'émeute. La mairie est envahie par la population révoltée. Il faudra les gaz lacrymogènes des gardes mobiles pour faire sortir la population. Depuis ce jour une fracture irréparable a coupé le village en deux.
- 29 I 92 : Le Tribunal administratif de Montpellier prononce le sursis à exécution.
- 4 et 5 IV 92 : Fête de l'escalade à Vingrau : un succès !
- 22 VI 92 : OMYA paye un voyage à tous les élus locaux et à la presse pour visiter ses installations à Carrare (Italie), et en avion, bien sûr.
- 29 VII 93 : La presse fait état de l'explosion d'un engin de forage d'OMYA, venu faire des prélèvements sur le site.
- 31 VII 93 : Nouvelle édition de l'escalade, grimper et spectacle.
- 22 XI 93 : Jugement du Tribunal administratif de Montpellier:

VINGRAU

le P.O.S. ainsi que les arrêtés d'ouverture et d'installation classée, sont annulés.

- 28 XII 93 : Un commando masqué d'OMYA déverse avec un camion de 24 tonnes des gravats devant la résidence d'un membre du Comité de défense.
- JANVIER-FEVRIER 94 : Campagne médiatique engagée par OMYA avec le soutien de la classe politique du département. Menaces, pneus crevés, déchaînement contre écologistes et viticulteurs se multiplient.
- 20 IV 94 : Colloque viticole organisé à Vingrau sur le thème "l'aire des grands vins en Roussillon". Succès sans précédent dans la profession.
- FIN MAI 94: Annonce dans la presse de la troisième enquête d'utilité publique.
- 31 V 94 : Conseil municipal ajourné car le Comité de défense a envahi la mairie. La commune de Vingrau est depuis le 1er Juin 94 sous tutelle administrative de la Cour des comptes.
- 2 VIII 94 : 268 habitants adultes de Vingrau signent la pétition remise aux enquêteurs : la grosse majorité des vingraunais est toujours fermement décidée à lutter contre les carrières. Entre temps, et suivant nos conseils, ils ont changé le président du Comité de défense ... pour le roulement des tâches.



QUELQUES CHIFFRES

- 450 habitants, 270 personnes au Comité de défense.
- 7 mai 1992 : Réunion du Conseil municipal : 1 maire, 9 conseillers municipaux et 120 flics armés...
- 330 000 F de frais (impression, avocat, information, etc...) autofinancés par des fêtes, concerts, repas, etc... organisés par le Comité de défense.
- Société OMYA : 3 milliards et demi de bénéfice annuel (déclaré)... 58 salariés sur le département travaillant dans une usine de traitement et plusieurs carrières.
- Première demande de changement de P.O.S. : 98 % de la population de Vingrau se prononce contre l'extension des carrières.
- Aujourd'hui, 268 habitants adultes signent la pétition du Comité de défense et sont plus déterminés que jamais à lutter jusqu'au bout.
- 4 préfets différents ont eu affaire au Comité de défense. A quand le 5ème ?

T

oulouse est en chantier. Toulouse est en travaux: c'est le prix à payer pour une cité qui se veut européenne.

Mais les coûts ne sont pas que quantitatifs. Car, au fur et à mesure que se succèdent travaux et aménagements et que s'agrandit l'agglomération, d'autres espaces se rétrécissent : espaces de stationnement gratuits pour les véhicules, espaces d'expression pour les citoyens, espaces de liberté pour les piétons.

Chaque automne, nous retrouvons un Toulouse lifté auquel on s'habitue mais dont certains éléments laissent un goût d'eugénisme urbain, d'asepsie élitiste et de crétinisme commercial.

On nous promet ainsi de graver, au milieu de la place, sur les douze boules de la croix occitane les douze signes du zodiaque. Inscrire au cœur de Toulouse le symbole de l'obscurantisme est une idée qui, au sein du conseil municipal, a transcendé les clivages politiques. Ce qui n'est pas pour nous étonner : abrutir le peuple a toujours uni les politiciens.

Un autre "détail" qui a son importance : sur la façade principale de l'Hôtel de ville, le mot "capitolium" a été redoré avec éclat. Il faut chercher, dans un coin reculé, si on veut la trouver, la devise "Liberté, égalité, fraternité". Là, pas de dorures, pas de parures, ces trois mots sont comme en exil.

Le vocabulaire de l'ancien régime, représentant l'autorité brutale, reprend symboliquement le pas sur une devise que les pouvoirs successifs ont vidé de sens mais qui pourrait bien redonner des idées au peuple.

Simple symbole que tout cela? Pas tout à fait, car l'ambiance architecturale, sociologique et humaine de ce quartier central, celui de la municipalité, est

amputation progressive de ce qui permet justement la mise en pratique de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. En effet, dans ces lieux où des dizaines de milliers de toulousains passent chaque jour, il n'y a pas un seul espace d'expression libre et gratuit, pas la plus misérable petite colonne d'opinion. De la place Wilson à la Daurade, il n'y en a pas.

Pourtant, là se prennent les décisions dans la ville, là se déroulent les échanges qui mettent en jeu notre avenir direct... et là tout est prévu pour que rien ne puisse s'écrire gratuitement. Les "sucettes" et "sanisettes" Decaux, les enseignes et vitrines des magasins, les panneaux de publicité règnent en maître. Tout le reste est affichage "sauvage", donc illégal.

L'espace public est de-

UN CENTRE VILLE "BIEN PROPRE"

venu de fait un espace marchand où tout est "protégé", surveillé, ou les caméras fonctionnent en permanence au bénéfice des plus fortunés.

Si le promeneur poursuit sa flânerie dans les squares proches, il pourra voir avec étonnement comment les fourgons de police pénètrent dans ces paisibles espaces verts, non prévus à cet effet.

Certes, chaque Toulousain sait qu'ici et là se déroule un petit trafic de cannabis. Mais chaque Toulousain sait aussi que l'origine extra-européenne et le dénuement matériel n'impliquent pas la participation à un quelconque trafic.

Pourtant, de jour comme de nuit, l'apparence étrangère, le milieu social défavorisé sont systématiquement suspectés. Sans qu'il y ait urgence, sans qu'il y ait violence, sans qu'il y ait acte de délinquance; les tracasseries ne

concernent que deux catégories de citoyens : les plus pauvres, les S.D.F. qui se retrouvent sur les bancs et les personnes d'origine étrangère.

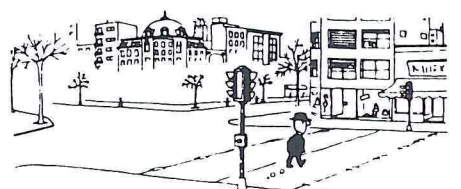
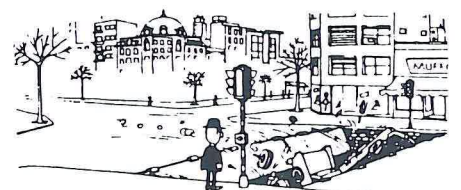
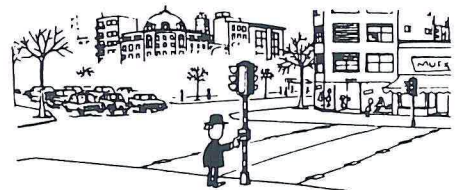
Une façon bien nette de transformer le centre ville en "réserve de bourgeois", en un endroit où l'égoïsme individuel soit la seule forme de pensée.

Tous les systèmes d'exploitation, quand ils sont confrontés à des réalités qui ne correspondent pas à leur discours trouvent, pour mal faire, les meilleures raisons du monde.

C'est pour des raisons de "propreté" qu'ils limitent le droit d'expression : c'est pour des raisons de "sécurité" qu'ils limitent le droit de circulation.

Les régimes des pays de l'Est tout comme l'Espagne de Franco avaient perfectionné cette méthode : ne pouvant faire disparaître les causes du mal, ils en cachaient ou faisaient disparaître les victimes : Point de miséreux en centre ville, point de contestations dans la cité.

Prenons garde, et c'est notre rôle, que notre société, derrière les discours creux, ne se content pas que de moderniser cette façon de faire.



"Liberté, Égalité, Fraternité?"

- ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS: • A.I.T... Apartado de Correos 143. 46080 VALENCIA. ESPAÑA
- CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL: Pour tout contact sur le plan national: CNT-A.I.T., Bureau Confédéral, Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LALANDE 33000 BORDEAUX
- UNION REGIONALE MEDITERRANEE: • CNT, B.P. 171. 34203 SETE CEDEX (Secrétariat régional)
- U. R. CENTRE: • CNT, boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS (Secrétariat régional)
- U. R. AQUITAINE: • CNT, B.P. 511. 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional)
- U. R. MIDI-PYRENEES: • CNT, 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional)
- U. R.: NORMANDIE: • CNT, B.P. 2010. 14019 CAEN. (Secrétariat régional)
- DANS L'EST: • CNT, B.P. 343. 25207 MONTBELIARD CEDEX
- EN BRETAGNE: • CNT, 1 rue PROUDHON, 29200 BREST • CNT, B.P. 5067. 35061 RENNES
- EN RHONE-ALPES: • CNT, B.P. 223. 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.
- EN REGION PARISIENNE: • CNT, 5 chemin de la BONDE, 91490 DANNEMOIS • CNT-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16. 75769 PARIS CEDEX 16
- DANS LE NORD: • CNT, syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

Inculpé d'escroquerie, d'abus de confiance et de faux en écriture - excusez du peu -, Didier Pineau-Valencienne, le richissime patron du groupe Schneider a refusé de se rendre à une convocation du juge belge qui instruit son cas.

Il a, paraît-il, fort mal vécu sa (très courte) détention précédente: "On m'a dépouillé des effets personnels, revêtu de l'habit de prisonnier et interdit de communication", et les rondes incessantes des gardiens l'ont empêché de dormir. Autrement dit, Mr Pineau-Valencienne a été traité exactement comme tous les autres prisonniers. Croyait-il jusque-là que les prisons étaient des hôtels trois étoiles construits pour que les tau-lards s'y prélassent?

Mais l'affaire Pineau-Valencienne n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Les pouvoirs publics ont d'ailleurs reconnu récemment que plus d'une centaine de gros patrons ont de sérieux démêlés avec la justice pour cause de "mains sales". Et plus nombreux encore sont ceux qui ne les ont pas propres mais que leurs relations et leur argent protègent efficacement de la curiosité des juges.

Après avoir porté aux nues pendant plus de dix ans "la culture d'entreprise", après l'avoir donnée comme modèle à toute la société, après l'avoir imposé comme objectif à l'école ; le pouvoir commence aujourd'hui à être obligé de reconnaître cette vérité fondamentale : on ne gagne pas beaucoup d'argent sans traficoter, tricher à la bourse, magouiller, verser (ou recevoir) des pots de vin, tromper, détourner, entretenir des caisses noires, escroquer, blanchir l'argent de la mafia...

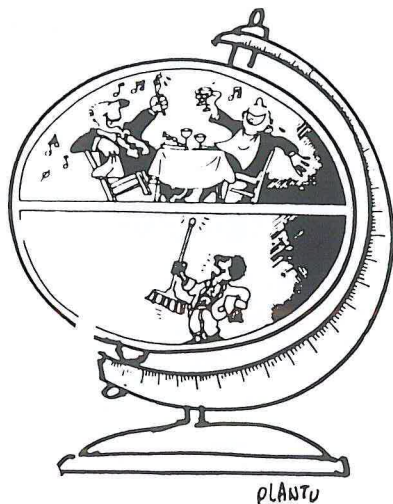
LE CAPITALISME A LES MAINS SALES

Il faut beaucoup de naïveté pour s'étonner de tout cela. Car, s'étonner, c'est supposer que ces pratiques malsaines ne

sont que des déviations du système, autrement dit, qu'il pourrait exister un capitalisme propre ! C'est "oublier" que le fondement même du capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est bien de là que tout découle.

Le capitalisme méprise l'être humain. Il n'hésite pas à laisser mourir de faim une bonne partie de la planète. Il provoque en permanence des guerres pour satisfaire les intérêts d'une infime minorité. Il détruit l'environnement sans se préoccuper de l'avenir de la planète. Le capitalisme a par essence les mains sales.

X.F.



IVème CAMPING CNT

Après Limoux et la Vallée d'Aspe, nous nous sommes retrouvés pour la deuxième années en Dordogne. Il est vrai que le coin est particulièrement agréable, adapté à tous, petits et grands.

La première semaine d'août (et une partie de la deuxième pour les plus bavards) nous nous sommes donc retrouvés à une bonne centaine de militants pour échanger autour de thèmes aussi variés que le fonctionnement de la CNT, le sexisme, le nucléaire, la situation en Allemagne, le chômage et la précarité, un bilan des luttes de l'année, Vingrau...

A parier que la majorité des campeurs - pour ne pas dire tous - reviendra l'an prochain!



CONFERENCE AU CAIRE

Les peuples ont bien de la chance. Ces jours-ci encore, les gouvernements du monde entier organisent à leur intention un grand spectacle très médiatique.

Sur fond de sphynx et de pyramides, tout le gratin de la politique, des nuées d'experts, de conférenciers, de journalistes se retrouvent dans la capitale égyptienne pour discuter du problème de la surpopulation de la planète.

Pour l'occasion, on a nettoyé les rues du Caire (celles qui vont des hôtels au centre conférence), la vue de la misère risquait de choquer l'une ou l'autre de ces si importantes et sensibles personnes.

Ce n'est un secret pour personne : la population de notre planète s'accroît très vite, trop vite. Les causes ? Tout le monde les connaît : la misère et l'ignorance. Les gens misérables et ignorants n'ont, par manque d'argent et de connaissance, pas accès aux moyens qui leur permettrait de réguler les naissances. A voir le nombre d'enfants souhaité au moment où on le désire est un privilège réservé aux gens riches et cultivés.

Tout le monde connaît donc les remèdes au problème de la surpopulation. Toute augmentation du niveau de vie se traduit inmanquablement par une baisse du taux de natalité, tout développement de l'éducation des femmes aussi.

Alors, puisqu'on connaît les solutions, pourquoi une conférence ? Avec l'argent dépensé ainsi, on pourrait financer des centaines de postes d'éducateur, et avec le budget mondial consacré aux armements on pourrait ... mais ce point n'est pas à l'ordre du jour.

En tout cas, cette conférence a déjà réussi un vrai miracle. Ce que ni les croisades, ni les guerres saintes, ni les conciles n'avaient réussi, cette conférence l'a fait. Le Vatican et la Mecque se sont retrouvés d'accord sur un point : "non à l'avortement, non à la conférence".

Pourtant, il me semble que les positions des états et celles des religieux ne sont pas aussi éloignées. Entre les Etats qui veulent pouvoir disposer du ventre des femmes pour satisfaire leurs ambitions nationalistes guerrières ou économiques (il faut des enfants pour faire des soldats, des travailleurs ou des consommateurs) et les églises qui veulent disposer du ventre des femmes pour accomplir le plan de dieu ("Croissez et multipliez"), il y a un commun accord pour nier à l'individu le droit de décider. Pour l'un ou l'autre de ces affamés de pouvoir, l'individu, l'être humain n'est qu'un jouet, une marionnette.

Les anarcho-syndicalistes au contraire mettent au premier plan de leurs revendications la liberté pour chacun de disposer de son corps, la possibilité de vivre sa sexualité sans entrave aucune. Ainsi l'avortement est pour nous un moyen technique parmi d'autres mis au service des femmes pour qu'elles puissent choisir.

Le projet anarcho-syndicaliste est de construire une société d'hommes libres sans états ni église. Souhaitons que le progrès technique aidant, nous puissions bientôt offrir à tous les "hommes d'état" (et d'église) passionnés de voyage exotique un vaisseau spatial pour aller faire une conférence dans une autre galaxie. A leur retour, dans quelques milliers d'années, ils pourront vérifier que les peuples de cette planète se passent très bien d'eux. Beau sujet de conférence, non ?

J eannot

SARAJEVO :
LE PAPE SE DÉGONFLE

NATALITE :
LE PAPE NOUS GONFLE



RENTREE :
BAYROU RELANCE
L'EDUCATION CYNIQUE

QUI VOLE UN OEUF
VOLE UN BOEUF.
QUI VOLE DES MILLIONS
EST L'AMI DU SABRE
ET DU GOUPILLON



ENCORE UN BEUR
D'ASSASSINE : LES
AUTORITES SONT
UNANIMES :

"L'hypothèse d'un acte raciste n'est pas totalement inenvisageable"



PRUD'HOMMES :
LES SYNDICATS
DETOURNENT DES FONDS
MAIS ONT UNE EXCUSE :

